

En septembre 2000, le régime autoritaire d'Alberto Fujimori (1990-2000) s'effondre. La diffusion de vidéos montrant l'ampleur de la corruption généralisée au sommet de l'État déclenche une crise politique majeure qui se clôt par la fuite de Fujimori et sa démission par fax depuis le Japon. Dans ce contexte, le gouvernement de transition de Valentín Paniagua crée une Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR). Celle-ci a pour but d'enquêter sur la période de violence politique (1980-2000) qui a opposé le Sentier Lumineux et le MRTA à l'État péruvien, laissant un bilan de près de 70 000 victimes et 20.000 disparus. Le rapport final de la CVR (2003) brise le récit officiel du fujimorisme qui a construit sa légitimité politique autour de la "pacification" du conflit armé interne. Il devient un texte fondateur pour réfléchir non seulement aux origines, conséquences et ampleur du conflit armé, mais aussi à la mise en place de politiques inspirées des procédures de justice transitionnelle.

Quinze ans plus tard, la société péruvienne vit une situation somme toute paradoxale. Alors que le pays vit sa plus longue période démocratique ininterrompue (18 ans), redonnant un souffle de stabilité politique, le président Pedro Pablo Kuczynski est contraint de démissionner après la diffusion d'enregistrements compromettants. Ces derniers rappellent fortement les derniers jours du fujimorisme. D'une part, par ses méthodes témoignant de l'enracinement de ces pratiques au sein de la classe politique péruvienne, déjà fortement touchée par les cas de corruption *Lava Jato* et Odebrecht, qui atteint une grande partie de la classe politique latino-américaine. D'autre part, elles s'inscrivent dans le contexte de grâce présidentielle accordée au président Fujimori. Condamné en 2009 à 25 ans de prison pour assassinat, enlèvement aggravé et coups et blessures, Fujimori est gracié le 24 décembre 2017 pour « raisons humanitaires », grâce finalement annulée en octobre 2018. Cette nouvelle crise politique fait non seulement écho mais vient aussi rouvrir des blessures et interrogations liées à la période du conflit armé. Que nous disent ces événements récents sur les conclusions émises par la CVR, sur la pérennité de ses analyses et sur l'application de ses recommandations ?

Ce colloque vise à questionner l'impact du rapport final de la CVR en tant que grand récit « officiel » du conflit armé au Pérou. Quels sont ses caractéristiques, ses apports mais aussi ses limites dans la compréhension du conflit armé et de ses séquelles ? Quels usages ont été faits de ce métarécit dans le contexte de justice transitionnelle qui s'est imposé à partir des années 2000 ? Sur le plan des réparations aux victimes, quel bilan à 15 ans de la publication du rapport final ? Quelle influence la CVR a-t-elle exercé dans le déploiement de recherches académiques mais aussi dans la production artistique et littéraire péruvienne ?

Dans une perspective pluridisciplinaire, il s'agira d'analyser les répercussions des recommandations de la CVR et d'interroger « l'actualité » du conflit armé dans la société péruvienne. Peut-on considérer que le conflit s'est vraiment terminé en 2000, comme le suggère la CVR ? Que penser de la catégorie même de « post-conflit » ? Quelles séquelles perdurent ? Dans quelle mesure les multiples conflits sociaux qui secouent aujourd'hui le Pérou ou les violences qui touchent les femmes s'inscrivent-ils dans un « continuum de violence » ? La rhétorique autour de la « réconciliation », mise en avant par la CVR, n'est-elle pas devenue, au mieux, synonyme de statu quo, au pire d'impunité, lorsqu'elle

est utilisée pour justifier la grâce accordée à Fujimori, exiger la libération de prisonniers du Sentier lumineux, ou amnistier les forces armées, tous responsables d'exécutions extrajudiciaires ?

De longue date, la France a accueilli nombre de rencontres sur la violence politique et ses enjeux mémoriels dans les pays latino-américains, Argentine et Chili principalement. Les accords de paix en Colombie ont ainsi donné lieu à diverses manifestations scientifiques et culturelles dans le cadre de l'année France-Colombie (2017). Nous proposons ici la première manifestation académique sur le cas péruvien en France. Pour mener à bien ce projet, nous avons souhaité faire dialoguer différents espaces, approches et disciplines faisant écho à ce sujet : notre réflexion s'articule ainsi au croisement de l'anthropologie, de la sociologie, de l'histoire, de l'archéologie et de la littérature.